

L'Affaire du drapeau révèle le malaise de la Suisse

Un épisode révélateur des tensions sociales et politiques que vit notre pays durant le premier conflit mondial

1916

Malik Mazbouri
et François Vallotton

Le 27 janvier de cette année-là, un attroupement se forme devant le consulat d'Allemagne, rue Pichard, à Lausanne. Rapidement, cris et sifflets, d'une part, accents de *La Marseillaise* et de *Roulez tambours*, d'autre part, s'entremêlent pour désigner à la vindicte publique l'étendard impérial arboré sur la façade à l'occasion de l'anniversaire de Guillaume II. Malgré l'intervention de la police, la hampe est courbée et le drapeau arraché avant que la maréchaussée ne parvienne à le récupérer et à le mettre en lieu sûr.

Mais ce sont bien les dégâts diplomatiques qui inquiètent. Le municipal Berset prend langue avec le chancelier du consulat alors que le Conseil fédéral, tout comme le ministre de Suisse à Berlin, présentent aussitôt leurs sentiments attristés à leurs homologues germaniques.

L'incident est toutefois loin d'être clos. L'analyse historique de ce qu'un sismologue pourrait considérer comme ses «répliques» offre un baromètre de l'état de l'opinion au début de cette année 1916. L'épisode prend également toute sa place dans une forme de reconfiguration des polarisations politiques.

Fossé moral...

Soulignons d'abord la condamnation unilatérale de la presse helvétique, y compris lausannoise. *La Gazette de Lausanne* dénonce des «gamineries» en s'appuyant sur la proportion importante d'étudiants impliqués dans la manifestation; on précise aussi que la population dans sa majorité ne s'est pas associée aux événements et que l'auteur de l'«attentat» est Argovien!

La mise à bas du drapeau est toutefois rapidement mise en relation par tous les commentateurs avec l'affaire des colonels qui venait d'éclater quelques jours auparavant. Elle implique deux hauts gradés alémaniques du Service des renseignements, von Wattenwyl et Egli, ayant transmis des informations sensibles aux Allemands et aux Austro-Hongrois. L'embarras des autorités ravive en Suisse romande les critiques contre la germanophilie des officiers supérieurs et les empiètements du pouvoir militaire. Pour les journaux alémaniques, l'incident lausannois n'est que la résultante d'une campagne de presse irresponsable. Ce qui leur vaut des répliques ironiques sur le caractère anodin de l'épisode du drapeau rapporté aux manquements répétés au devoir de neutralité au sommet de l'Etat.

... versus fossé social

Un autre type d'argumentaire a pour théâtre le Conseil communal. Ici, le socialiste Paul Golay dénonce l'incurie de la police locale, intimidée par une foule composée en majorité de «jeunes purs-



L'arrachage du drapeau tel que photographié dans la *Feuille d'avis de Lausanne* à l'époque. DR

sangs de la bourgeoisie». Il souligne en outre que l'excitation générale était le produit des tergiversations des autorités à l'égard des «coupables de l'état-major». Des critiques qui seront relayées au niveau fédéral par le Parti socialiste suisse qui dénonce l'esprit de caste des élites dirigeantes et l'esprit antidémocratique régnant dans l'armée.

Nouvelles fractures

L'épisode lausannois participe de discussions très vives au parlement sur les exigences de la neutralité. En dépit de l'émotion soulevée par le verdict clément infligé aux deux hauts gradés impliqués dans l'affaire des colonels, les pleins pouvoirs sont reconduits, et une proposition socialiste de mettre le Conseil fédéral sous la tutelle du Parlement est écartée.

Le débat rebondit fin juin 1916, lorsque le conseiller fédéral Décoppet doit reconnaître devant le parlement que des trains militaires avaient été préparés préventivement lors du procès des colonels pour l'envoi de troupes en cas de troubles en Suisse romande.

Coupant court au débat, son collègue Heinrich Häberlin demande sa clôture. Une proposition qui, au vote, fait apparaître des polarisations transcendant les clivages linguistiques: tous les membres du Parti socialiste votent contre, alors que le Parti radical vaudois est divisé. *La Tribune de Lausanne* conclut amèrement: «On invoque les dangers de l'heure pour étouffer toute discussion orageuse. Il serait plus sage assurément [...] de veiller à ce qu'aucun mauvais ferment ne menace l'unité helvétique. Mais, pour cela, il faudrait sacrifier peut-être quelques personnalités. C'est ce qu'on veut éviter à tout prix.»

Combats de rue

Les répercussions de l'épisode lausannois sur le plan international sont ténues, si l'on excepte quelques menaces de boycott de l'Université de Lausanne outre-Rhin. En Alsace, les autorités allemandes décident en juin 1916 de débaptiser une rue de Lausanne à Strasbourg. La Municipalité lausannoise y répliquera non sans humour en attribuant la dénomination de rue de Strasbourg à une artère alors sans nom débouchant... sur l'avenue de France!

Pour n'avoir pas bénéficié du même retentissement que l'affaire des colonels ou que celle de la démission, en juin 1917, du conseiller fédéral Hoffmann, consécutive au tollé que suscite la révélation de ses agissements en faveur de la conclusion d'une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie, l'affaire dite du drapeau allemand n'en appartient pas moins au même registre d'événements: celui de l'affaire et du scandale dont l'étude, longtemps délaissée par les historiens et les sciences sociales, a connu un vigoureux développement depuis une dizaine d'années (lire ci-dessous).

Le scandale comme objet d'étude

● Révélateurs des tensions d'une société – ici, celles que provoque la dénonciation publique d'entorses répétées au principe de neutralité durant le premier conflit mondial – l'affaire et le scandale possèdent également leur dynamique propre, passionnante à décortiquer. Car, à l'évidence, il ne suffit pas de porter atteinte aux valeurs ou aux normes d'une société donnée pour provoquer un scandale: encore faut-il que cette transgression fasse l'objet d'une dénonciation publique qui s'accompagne de mobilisations collectives. Peu importe, ici, que les

comportements incriminés soient réels ou imaginaires, il suffit... qu'ils soient tenus pour vrais! Une affaire peut donc parfaitement compromettre des innocents, les conduire même à des actes désespérés, tandis que des faits jugés scandaleux, pourtant connus de tous et avérés, peuvent ne soulever aucune réprobation publique. C'est à l'ampleur des mobilisations et contre-mobilisations qu'il provoque qu'on reconnaît l'ampleur d'un scandale: les spécialistes parlent de «mobilisations plurisectorielles», en ce sens qu'elles impliquent voire opposent plusieurs milieux sociaux différents (politiques,

administratifs, judiciaires, journalistiques, économiques, artistiques ou religieux, par exemple). Susceptible de modifier les rapports de force entre ces mêmes milieux sociaux comme d'en bouleverser les hiérarchies internes, provoquant reclassements et lâchages, le scandale tend alors à se doter de sa propre dynamique, aussi imprévisible dans son déclenchement que dans son déroulement et son issue.

C'est à l'étude de cet objet fascinant, beaucoup moins anecdotique qu'il n'y paraît puisque, au fond, le scandale rythme la vie des sociétés contemporaines, que deux enseignants de l'UNIL,

François Vallotton et Malik Mazbouri, auteurs de l'article, consacrent depuis 2011 un cycle d'études historiques. Ce cycle se poursuivra jusqu'en 2015. Il donnera lieu à un colloque international en septembre 2014 («Figures et acteurs du scandale en Suisse XVIIIe-XXe siècle») ainsi qu'à diverses publications.

Pour en savoir plus:

Le site de la section d'histoire de l'UNIL: www.unil.ch/hist
Hervé Rayner, *Dynamique du scandale*. De l'affaire Dreyfus à Clearstream, Paris: Le Cavalier Bleu 2007, 143 p.